

Magharebia – 29 nov

## Le Maghreb toujours face à la menace du Mali

Par Mawassi Lahcen à Casablanca pour Magharebia

S'il semble que l'intervention militaire au Mali touche à sa fin, la protection du Sahel contre les terroristes et les trafiquants ne fait, elle, que commencer.

Les groupes terroristes et les gangs criminels internationaux dans le nord du Mali restent une source de préoccupation pour le monde, selon les participants au récent sommet [MEDays](#) à Tanger.

Le ministre malien des Affaires étrangères Zahabi Ould Sidi Mohamed a appelé les partenaires internationaux à aider son pays à se débarrasser des ravisseurs et des assassins, parce qu'il en va de "la sécurité de la région et du monde".

Cette stratégie commune doit également porter sur le développement et la lutte contre la pauvreté, a ajouté le responsable français de la défense et de la sûreté nationale lors de ce forum de trois jours, qui s'est achevé le 16 novembre.

"La France est intervenue militairement au Mali au vu de l'ampleur de la menace terroriste", a déclaré Francis Delon. Mais la menace s'est depuis étendue au-delà des frontières du pays.

"L'Europe doit prendre conscience du fait que les problèmes du Sahel ne se limitent pas à l'Afrique, mais concernent le monde entier, et notamment l'Europe", a-t-il expliqué.

"Aujourd'hui, neuf mois après le lancement des opérations militaires, on peut dire que le pays n'est pas encore totalement sorti de la crise", a-t-il ajouté.

Les groupes terroristes se sont vu porter plusieurs coups sévères qui ont "entamé leurs capacités", souligne Delon. Lors de l'action la plus récente, les forces françaises ont éliminé le 14 novembre Hacene Ould Khalil (alias [Jouleibib](#)), l'un des principaux lieutenants du terroriste [Mokhtar Belmokhtar](#).

Mais comme l'a montré l'[exécution des journalistes français](#) près de Kidal en début de mois, les jihadistes armés n'ont pas encore été "totalement éradiqués du Nord-Mali", a expliqué ce responsable de la défense française.

Désormais, alors que l'intervention française tire à sa fin, le gouvernement malien doit être préparé à prendre les rênes, a-t-il ajouté.

La drogue vient ajouter une autre dimension à la crise sécuritaire que traverse la région sahélo-saharienne, a mis en garde le chercheur mauritanien Mohamed Mahmoud Ould Mouhamedou.

Le trafic de drogue se recoupe avec le commerce des armes et le financement du terrorisme dans le nord du Mali, explique Ould Mouhamedou à Magharebia.

"La région n'est plus seulement une région de transit de la drogue provenant d'Amérique latine et destinée à l'Europe ; elle est devenue une zone de production et de consommation de drogues dures. Cela ajoute énormément aux menaces sécuritaires pour la région", ajoute-t-il.

Le commerce international de stupéfiants dans la région est estimé à quelque quarante à cinquante tonnes par an, "pour une valeur de près de deux milliards de dollars", explique Abdoullah Coulibaly, président du Forum de Bamako.

"C'est un montant très élevé pour une région qui souffre de la pauvreté, de la marginalisation et de la faiblesse des capacités", souligne-t-il.

Les racines du problème trouvent leur origine dans les conflits tribaux et ethniques qui frappaient autrefois le nord du Mali et avaient conduit au retrait de l'armée, rappelle Coulibaly.

"Ce vide sécuritaire a été exploité par les cartels de la drogue pour s'implanter dans la région. Puis sont venus les terroristes, ajoute-t-il, "et leurs intérêts se sont recoupés avec les intérêts et les activités des gangs de narcotrafiquants".

"Ces groupes qui se font appeler jihadistes n'ont rien à voir avec la religion. Ce sont des gangs de criminels spécialisés dans les prises d'otages et le chaos. Il y a malheureusement eu un mauvais calcul quant à l'ampleur du danger qu'a représenté l'implantation de ces groupes criminels et des terroristes armés dans le nord du Mali", explique cet analyste malien à Magharebia.

L'idée qui prévalait était qu'il s'agissait seulement d'un problème affectant le Mali, ajoute-t-il.

"Aujourd'hui, la situation est différente. Il suffit de regarder l'opération contre [le complexe gazier algérien] [In Amenas](#), où huit cents personnes originaires de plus de vingt pays ont été prises en otages, pour réaliser l'ampleur de la menace qu'ils représentent pour la sécurité mondiale, et pas seulement pour des localités ou des régions."

Sheikh Sidi Diarra, ancien conseiller spécial des Nations unies sur l'Afrique et originaire du Mali, fait porter à la direction de son pays l'échec à empêcher les groupes terroristes et les cartels de la drogue de s'être implantés dans le nord et de s'y être mêlés aux populations locales.

Et les choses sont allées de mal en pis avec l'effondrement du régime de Mouammar Kadhafi et le retour des brigades lourdement armées qui le soutenaient, ajoute Diarra.

"Les autorités maliennes ont sous-estimé les implications de la chute de Kadhafi et se sont retrouvées dans une situation ingérable", explique ce conseiller malien.

"Le Niger a en revanche agi de manière proactive face à cette chute en relevant son budget de la défense et de la sécurité de 65 pour cent, et en permettant à l'armée de contrôler la situation et de désarmer tous les combattants rentrant de Libye", ajoute-t-il.

Quant à la force des Nations unies au Mali, Diarra explique que les 12 000 soldats promis par les pays de l'Afrique de l'Ouest ne sont jamais arrivés.

"La force des Nations unies au Mali n'a pas atteint la moitié du nombre prévu au départ, par suite des normes strictes imposées par les Nations unies dans la sélection de cette force de maintien de la paix, que seule une petite minorité de soldats africains est en mesure de satisfaire", ajoute-t-il.

"Je pense donc que l'ONU se tournera vers des pays qui disposent d'une expérience dans les opérations de maintien de la paix pour combler ce vide, notamment des pays d'Asie comme le Pakistan, le Bangladesh et l'Inde", ajoute-t-il.

La question qui se pose aux experts est maintenant de savoir que faire. Pour l'amiral français à la retraite Jean Dufourcq, toute solution qui n'impliquera pas la population locale sera vouée à l'échec. Il met en garde contre le fait de ne pas sous-estimer le problème des minorités.

Il appelle également à la création d'une instance de coordination entre les armées des pays de la région. Il faut en outre s'appuyer davantage sur les [drones](#) pour surveiller le désert, ajoute-t-il, pour l'empêcher de devenir un refuge pour les groupes terroristes et les gangs criminels.

Michel Reveyrand, représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel, est partisan de partenariats entre les pays du Sahel, du Sahara et du Maghreb. Une attention particulière doit être accordée au contrôle des frontières, explique-t-il, à la fois pour protéger le commerce et empêcher leur exploitation par les gangs et les terroristes.

L'expert marocain Jawad Alcardoudi reconnaît que les pays de la région ne pourront garantir leur sécurité qu'en travaillant ensemble.

"Nous devons mettre sur pied une stratégie qui passe par l'échange d'informations pour mener des opérations conjointes", estime-t-il.

Alcardoudi est favorable à la création d'une force militaire africaine d'intervention rapide, soulignant que les récents évènements au Mali confirment le besoin urgent d'une telle force